

Renouvellement de l'autorisation du glyphosate dans l'Union européenne : notre santé en danger

Publié le 19 avril 2016 <http://eelv.fr/category/communiques/>

Le glyphosate est un agent chimique herbicide, qui est notamment utilisé dans le fameux désherbant RoundUp de Monsanto. Depuis la fin du brevet dont disposait Monsanto, on retrouve du glyphosate dans la plupart des herbicides chimiques vendus partout dans le monde.

Le 14 avril, le Parlement avait à se prononcer sur le renouvellement de l'autorisation de mise sur le marché du glyphosate. Dans un avis non-contraignant, les parlementaires européens se sont montrés favorables à la prolongation pour 7 ans de la vente de cet agent.

Pourtant, de nombreux chercheurs, ainsi que des agences de santé publiques ont déjà établi la dangerosité des produits à base de glyphosate pour la santé humaine, probablement cancérigènes. On retrouve des traces de glyphosate dans les organismes de la moitié des européens, selon une étude des Amis de la terre Europe.

La position du Parlement européen est décevante, mais constitue déjà un progrès par rapport à la proposition de la Commission, qui souhaitait une prolongation de 15 ans. Le Parlement a aussi demandé la publication de l'ensemble des éléments scientifiques dont disposent les autorités européennes et le lancement d'une étude indépendante sur la dangerosité du glyphosate.

Les écologistes dénoncent cependant l'opacité qui règne sur les études de l'Autorité européenne de sécurité des aliments. Il est anormal que le processus scientifique ne puisse pas se dérouler sereinement et en toute transparence sur un sujet d'intérêt général. Il est indispensable de publier le nom des experts ayant participé à la rédaction de l'avis ainsi que la liste de leurs liens éventuels avec les industriels. Il est par ailleurs inacceptable de ne pas avoir plus d'informations sur la méthodologie des études financées par ces industriels.

Enfin, la décision finale, prise de façon opaque par la sous-section d'un comité d'experts, est indigne. Alors que la santé des agriculteurs et des consommateurs de l'Union européenne est en danger, alors que le glyphosate met en danger la biodiversité, les politiques doivent prendre leur responsabilité et, enfin, interdire cette substance.

Julien Bayou, Sandrine Rousseau, porte-parole nationaux